



## Dynamisme des activités de BTP

# ***NOTE DE CONJONCTURE ECONOMIQUE***

---

***DEUXIEME TRIMESTRE 2023***

---



Scanner pour télécharger

**N°8/AOUT 2023**

## **SOMMAIRE**

	SYNTHESE	03
I	Conjoncture internationale	04
II	Conjoncture nationale	05
<u>01</u>	Secteur réel	05
<u>02</u>	Finances publiques	09
<u>03</u>	Dettes extérieures directes	10
<u>04</u>	Investissements publics	11
<u>05</u>	Situation monétaire	11

## **SYNTHÈSE**

Au cours du deuxième trimestre 2023, l'activité économique mondiale a montré des signes d'amélioration mais demeure encore entourée de facteurs de risque globalement baissiers, à savoir le durcissement des politiques monétaires pour juguler les tensions inflationnistes, les répercussions de la détérioration des conditions financières sur la dette publique et la poursuite des tensions géopolitiques.

Selon les dernières projections publiées par le FMI en juillet 2023, le rythme de progression de la production mondiale ralentirait en passant de 3,5% en 2022 à 3 % cette année et l'année prochaine, soit une amélioration de 0,2 point de pourcentage pour 2023 par rapport aux projections d'avril 2023.

Au niveau national, l'activité économique continue de se redresser avec la consolidation du secteur portuaire et la forte progression du BTP.

Ainsi, le trafic des conteneurs progresse de +28,8% sur un an de même que le fret ferroviaire en hausse de 16% par rapport à la même période de 2022.

Les importations locales et les réexportations progressent de 1% et 28% respectivement en glissement annuel.

L'activité du secteur BTP a enregistré un accroissement significatif en rythme annuel (+249%) et aussi par rapport au premier trimestre 2023 (+171%). La production énergétique augmente de 16,3% en glissement annuel alors que la consommation énergétique se contracte de 6,2%.

A fin juin 2023, l'indice des prix à la consommation (IPC) est en recul de 5,3% sur un an après la hausse de 1,9 % au trimestre précédent.

La gestion des finances publiques, au cours du deuxième trimestre 2023, laisse apparaître un déficit budgétaire base ordonnancement en détérioration à 19,83 milliards FDJ contre 1,49 milliard FDJ à fin juin 2022. Cette hausse est due à une baisse des recettes et dons de 13% par rapport à la même période de 2022 à 49,8 milliards FDJ en raison principalement de la diminution des recettes non fiscales de 48% (- 9,03 milliards FDJ) et à l'augmentation des dépenses totales de 19% sur un an à 69,63 milliards FDJ.

Le taux de réalisation des recettes et dons est de 75% alors que le taux d'exécution des dépenses se situe à 105% par rapport aux prévisions de la loi des finances initiale LFI 2023.

La situation monétaire se caractérise par des crédits intérieurs qui ont augmenté de 25% en raison de l'accroissement de crédit à l'Etat (+108%) et aux entreprises publiques (+30%) ainsi qu'une masse monétaire en progression de 10% à 477,53 milliards FDJ sur 12 mois.

## I. Conjoncture internationale : légère amélioration de la croissance malgré une inflation tenace

L'activité mondiale s'améliorerait légèrement selon les dernières prévisions du FMI qui a revu à la hausse sa prévision de croissance pour 2023 à 3 % contre 3,5 % en 2022, alors qu'il tablait en avril sur 2,8 %. Une performance qui reste bien en deçà de la moyenne de 3,8 % par an, entre 2000 et 2019 en raison des effets du resserrement des politiques monétaires qui continuent de peser sur l'activité économique.

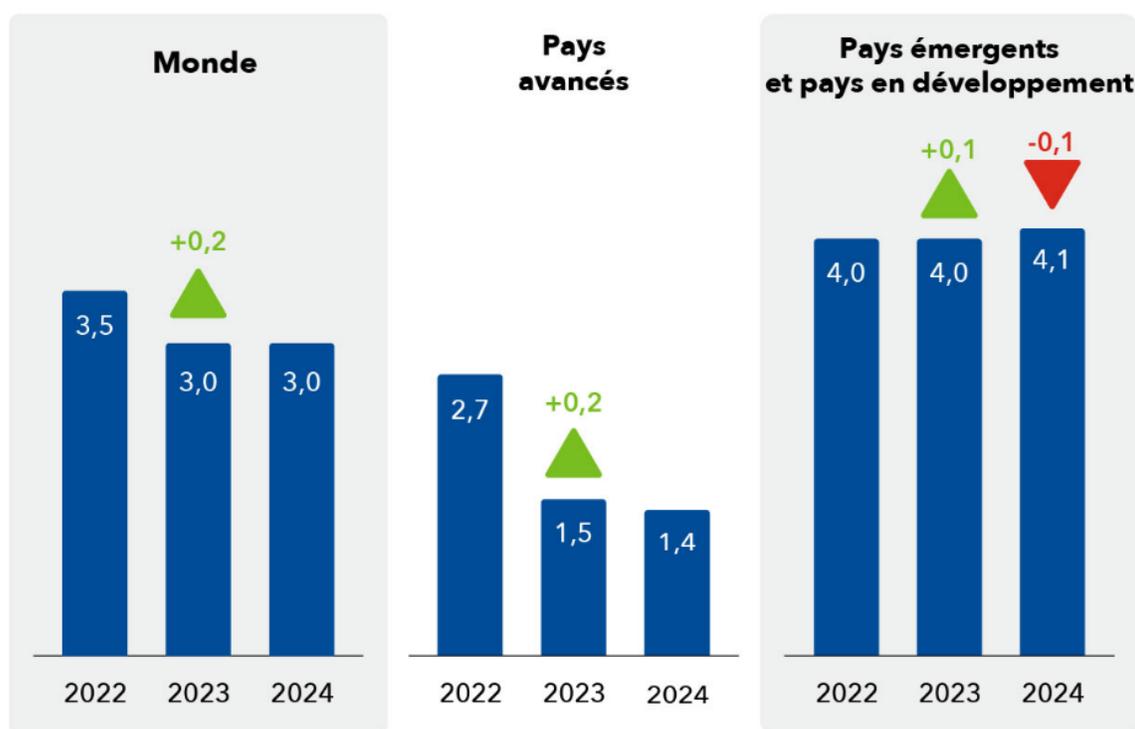
Le ralentissement est surtout le fait des pays avancés, où la croissance passera de 2,7 % en 2022 à 1,5 % cette année et 1,4 % l'an prochain. En revanche, on s'attend toujours à ce que la croissance s'accélère dans les pays émergents et les pays en développement : la croissance d'une année sur l'autre devrait passer de 3,1 % en 2022 à 4,1 % cette année et l'année prochaine.

L'inflation mondiale devrait décélérer, passant de 8,7 % à 6,8 % entre 2022 et 2023 surtout grâce au recul des prix de l'énergie. Hors alimentation et énergie, celle-ci devrait ralentir plus lentement voire ne pas ralentir en 2023 dans la moitié des pays du monde.

(En pourcentage du PIB ; glissement annuel)

■ Prévisions de croissance pour juillet  
(en pourcentage)

▲ Variation par rapport aux prévisions d'avril  
(points de pourcentage)



Sources : FMI, *Perspectives de l'économie mondiale* ; calculs des services du FMI.

## II. Conjoncture nationale

L'activité économique nationale de ce second trimestre 2023 est marquée par une amélioration soutenue du trafic portuaire amorcée vers la fin de l'année dernière, une forte hausse du secteur de construction, la bonne tenue de la consommation intérieure et la baisse des prix sur un an.

### 1. Secteur réel : bonne tenue des activités portuaire, du BTP et baisse des prix sur un an

Tableau 1 : Evolution annuelle des activités économiques par branches

Transport routier, aérien et ferroviaire			Transport maritime			Commerce extérieur (Tonnes)		
Fret Routier	Passagers Aérien	Fret ferroviaire	Conteneurs traités (TEU)	Hydrocarbures (MT)	Marchandises en vrac (MT)	Mise à la consom.	Réexport.	
-1%	+23,6%	+15,5%	+28,8%	+2,9%	-27%	+0,7%	+28,2%	
Autres secteurs de l'économie et inflation								
Pêche	Elevage (exports)	Product° d'eau	Product° énergétique	BTP	Tourisme	Téléphonie mobile (GSM)	Abonnés internet	Inflation
ND	+48,7%	ND	+16,3%	+249%	+7,6%	+6,6%	+2,8%	-5,3%

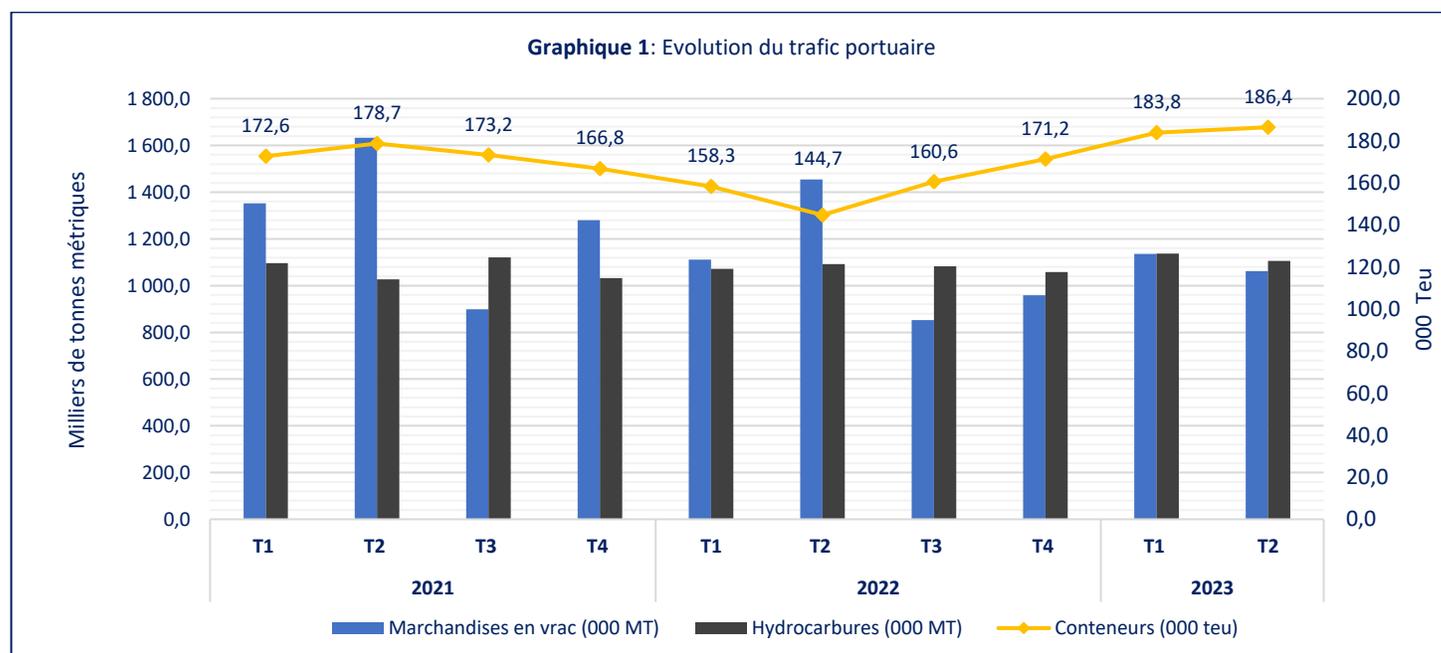
Source : Tableau des indicateurs de conjoncture économique, DEP/MEFI

### Secteur tertiaire : le trafic portuaire poursuit son rebond

Le **trafic de conteneur** poursuit sur sa tendance haussière amorcée depuis le troisième trimestre 2022 et progresse de 1,4% sur 3 mois à 186 420 conteneurs au deuxième trimestre 2023. Comparé à son niveau d'il y a un an, la progression est de 29%.

Quant aux **marchandises en vrac**, le volume de marchandises traités à l'entrée, à la sortie et en transbordement s'élève à 1,06 million de tonnes en diminution de 27% en g.a, en raison principalement de la contraction des marchandises à destination de l'Ethiopie (-33%). Les importations nationales sont en hausse de 31,5%.

Les **hydrocarbures** ont atteint un volume de 1,11 million de tonnes comparé aux 1,08 million de tonnes enregistrées au deuxième trimestre 2022 soit une hausse de 2,9% due à l'augmentation de 5,6% des importations éthiopiennes alors que les commandes djiboutiennes régresaient de 24,2%.

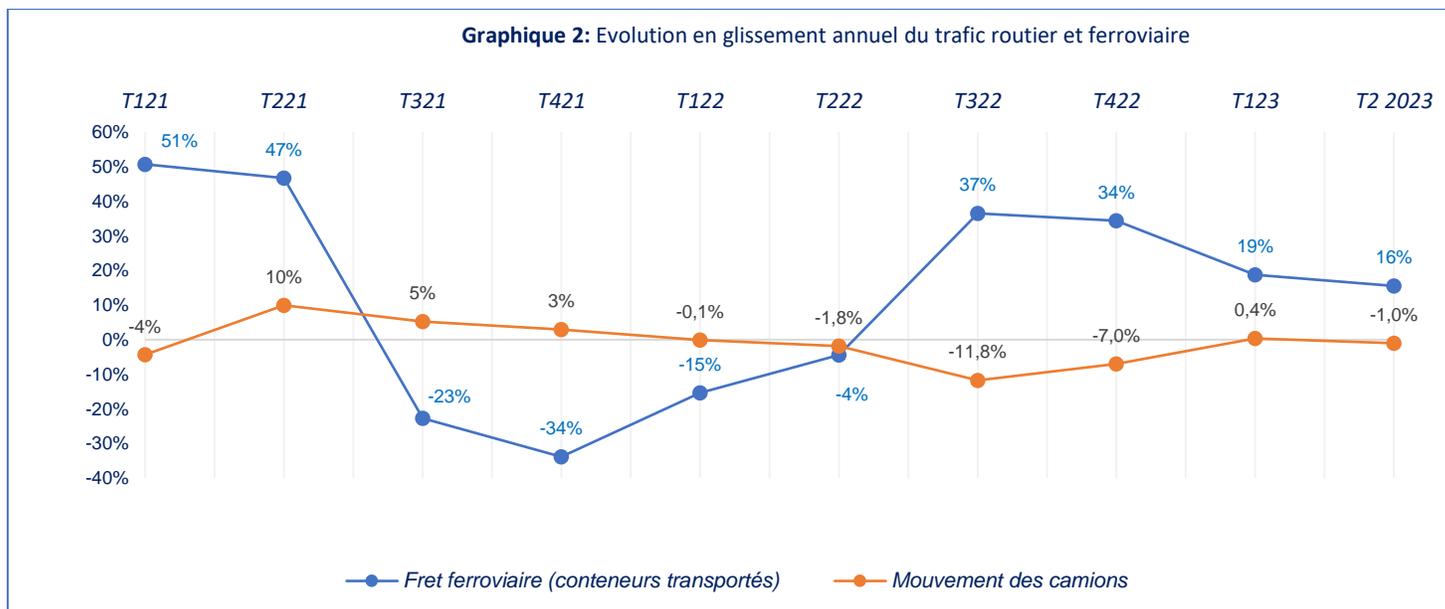


Source : Département statistiques DMP

## Les autres sous-secteurs du transport en hausse excepté le routier en légère baisse

Activité connexe du transport maritime, le **fret ferroviaire** a progressé de 15,5% à 29 796 conteneurs transportés au deuxième trimestre 2023 par rapport aux 25 792 conteneurs de la même période de l'année dernière. Comparé au trimestre précédent, le trafic marque une baisse de 4,2%.

Le **trafic routier** totalise 99 185 mouvements de camions en baisse de 1% sur un an et de 2% par rapport au premier trimestre 2023.



Source : DPCR et SDCF

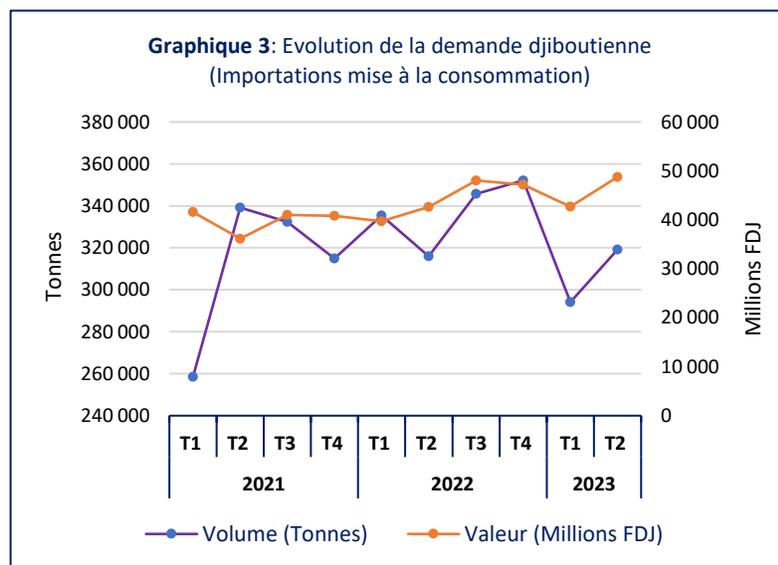
**Quant au transport aérien**, les passagers hors et en transit totalisaient 72 936 passagers au deuxième trimestre 2023 en hausse de 23,6% par rapport aux 59 017 enregistrés à la même période de l'année dernière. En variation trimestrielle, l'augmentation est de 2,4%.

## Commerce extérieur : Volume des importations et des réexportations en hausse

Au deuxième trimestre 2023, les importations **mises à la consommation** sont ressorties à 319 137 tonnes en augmentation de 0,7% sur un an et 8,5% par rapport au premier trimestre 2023.

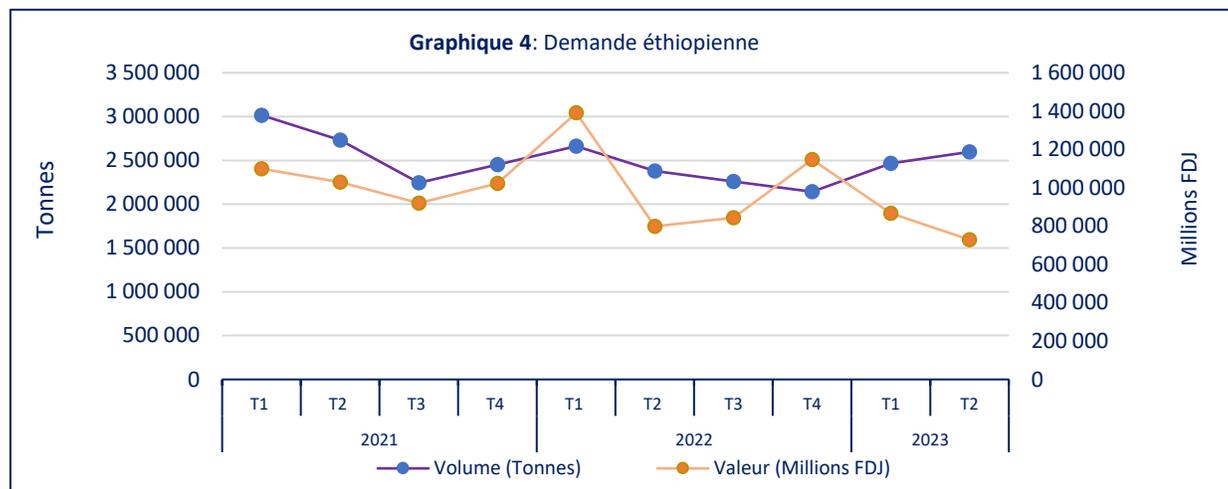
Cette légère hausse annuelle résulte essentiellement de l'énergie électrique importée (+3,7%) et les produits chimiques (+19,3%) qui composent 58% du volume total importé. Alors que les alimentations qui ont représenté 19% ont presque stagné (-0,4%).

En valeur, ces importations ont progressé de +11,2% en rythme annuel, à 48,76 milliards FDJ et de 14,1% sur base trimestrielle.



Les **réexportations** totalisent 842 395 tonnes pour une valeur de 176,8 milliards FDJ. Sur une année, elles sont en hausse de 28,2% en volume tandis qu'en valeur elles diminuent de 2,7%. Par rapport au premier trimestre 2023, elles sont en baisse aussi bien en volume qu'en valeur respectivement de 8,2 et 14,9%.

**La demande éthiopienne** appréciée par rapport au transit ordinaire et aux réexportations, s'améliore en rythme annuel de 9,1% en volume mais régresse de 8,8% en valeur. En variation trimestrielle, elle suit les mêmes tendances soit une hausse en volume (+5,4%) et une baisse en valeur (-15,9%).



Source : Service du commerce extérieur, INSTAD

## Télécommunications et tourisme en hausse

Les indicateurs du secteur des télécommunications poursuivent leur évolution positive. Les abonnés de la téléphonie mobile (GSM) et les abonnés à l'internet ont progressé respectivement de +6,6% et +2,8% en g.a. Le nombre d'abonnés du GSM ont atteint 538 140 soit 6 240 abonnés de plus que le premier trimestre 2023 et 33 320 abonnés de plus par rapport à son niveau d'il y a un an. L'expansion progressive de service de paiement digitale participe à cet essor.

S'agissant des activités du secteur du tourisme, les nuitées vendues par les hôtels de la place se sont accrues de 7,6% en rythme annuel à 46 260, alors que par rapport au trimestre précédent elles marquent une baisse de 1,8%. La capacité trimestrielle disponible, exprimée en places-lits, progresse de 15,7% à 142 581 contre 123 169 à la même période de l'année dernière. L'ouverture de l'Hôtel LA SIESTA, et l'Auberge TREE en ce second trimestre 2023 ont contribué à l'amélioration de la capacité hôtelière et augmentent également l'effectif total des hôtels de 32 à 34.

## Secteur secondaire : bond des activités BTP

L'activité de construction enregistre une hausse significative de 249% avec les ventes de ciment d'un montant de 3,06 milliards FDJ contre 0,878 milliard FDJ il y a un an. Comparé au premier trimestre 2023, l'augmentation est aussi considérable et s'établit à 171%.

La production énergétique s'élève à 215 274 MWH au deuxième trimestre 2023 contre 185 065 MWH à la même période de 2022 soit une hausse de 16,3%. En variation trimestrielle, elle augmente de 60,7% en lien avec une demande plus importante durant la saison chaude. S'agissant de la consommation facturée, elle ressort à 134 565 MWH en baisse de 6,2% en g.a mais en progression de 17,7% par rapport au trimestre précédent.

Le nombre des abonnées qui totalise 78 505, augmente de 4,7% en rythme annuel et de 1,2% entre les deux trimestres.

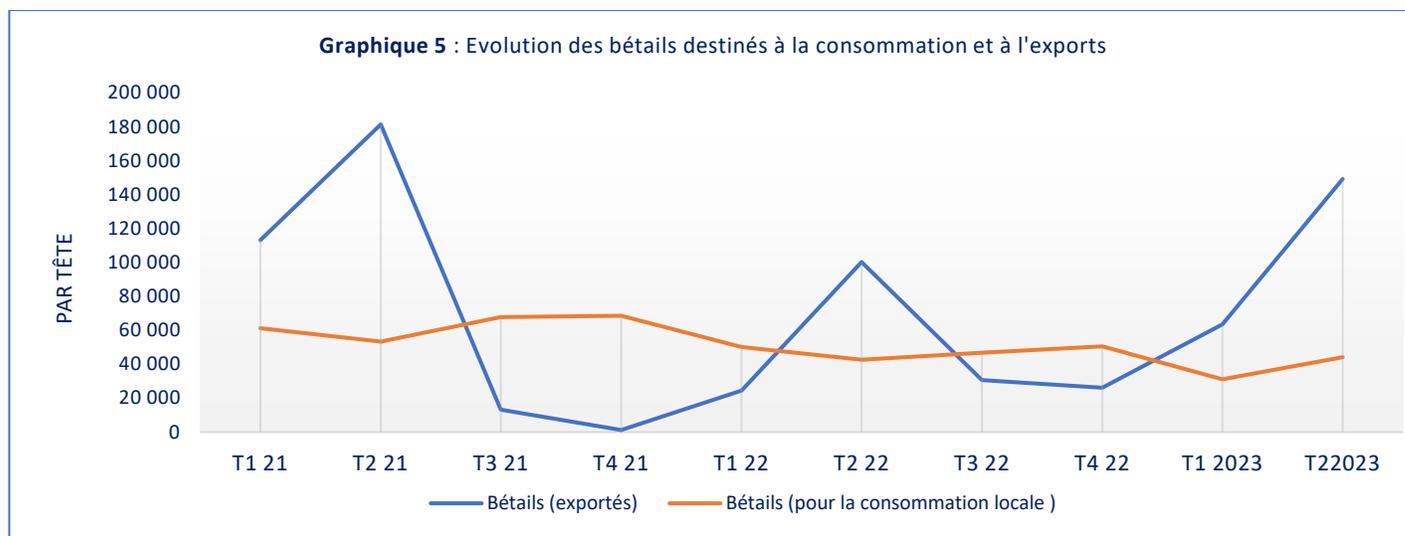
## Secteur primaire : consommation des viandes et exportation de bétail en rebond

Au deuxième trimestre 2023, ce sont 44 078 têtes de bétails qui ont été destinés à la consommation locale contre 50 017 au trimestre précédent (-12%) et 42 651 il y a un an (+3,3%).

S'agissant des espèces, les ovins sont les plus consommés 67%, suivis des bovins (29%) et enfin les camelins (4%).

S'agissant des bétails exportés, ils se sont établis à 149 228 têtes au deuxième trimestre 2023 contre 100 328 à la même période de l'année dernière soit une hausse de 48,7% en g.a. et de 135% comparé au trimestre précédent.

En plus de la levée progressive des restrictions liées au COVID 19, l'augmentation de ce trafic durant cette période est liée à l'avènement du pèlerinage à la Mecque.

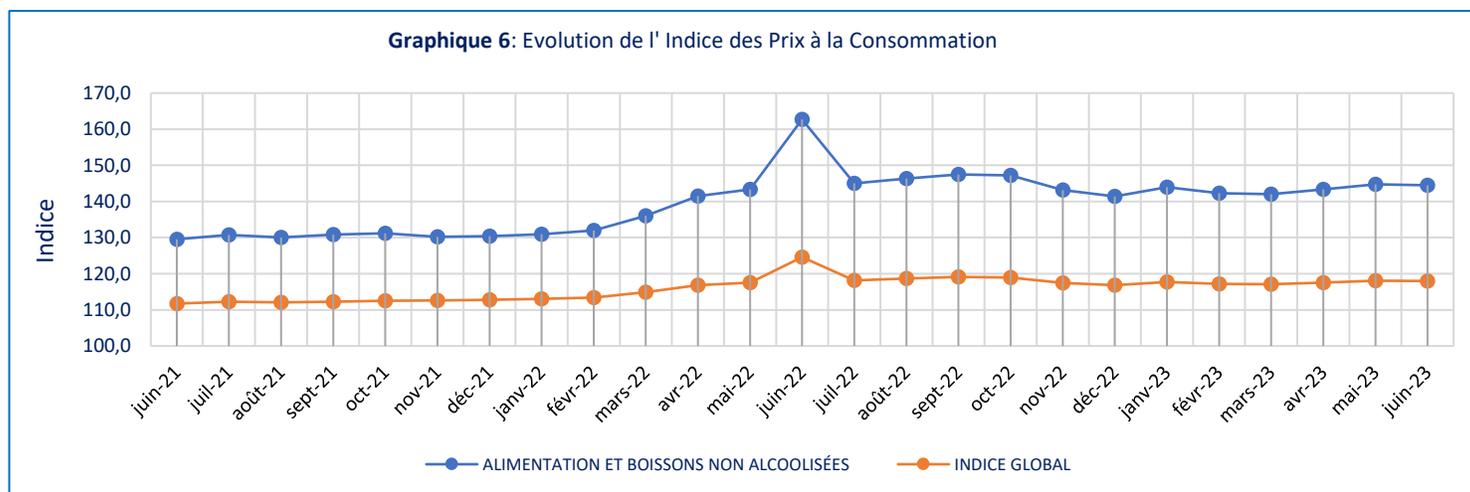


Source : SIS

## Inflation : Reflux de la hausse des prix

A fin juin 2023, L'atténuation des pressions inflationnistes importées se serait traduite par la baisse des prix à la consommation de 5,3% sur un an, après +0,6 % en avril 2023 et +0,5% en mai 2023. Cette diminution résulte du repli des prix des produits alimentaires (-11,2%) après +1% en mai 2023 et + 1,3% en avril 2023.

Par rapport au mois de mai 2023, l'indice des prix à la consommation baisse de 0,1% en raison notamment d'une légère contraction des prix de l'alimentation et boissons non alcoolisées (-0,2%).



Source : INSTAD

## 2. Les Finances Publiques : déficit budgétaire en forte détérioration

A fin juin 2023, les recettes totales et dons se sont établis à 49,80 milliards FDJ contre 57,26 milliards FDJ en juin 2022, en baisse de 13% due essentiellement à la baisse de 16% des recettes intérieures soit 8,78 milliards FDJ de moins que son niveau d'il y a un an.

Par rapport aux prévisions de la loi de finances initiale (LFI), et sur six mois, leur taux de réalisation se situe à 75,1%.

Les recettes fiscales sont ressorties en quasi-stagnation (+254 millions FDJ) passant de 36,58 milliards FDJ à fin juin 2022 à 36,84 milliards FDJ à fin juin 2023. Cette légère évolution positive résulte des impôts indirects qui ont augmenté de 4% (+644 millions FDJ), compensant la baisse des impôts directs de 3%.

Pour les impôts indirects, l'amélioration de recouvrements provient de taxes intérieures sur la consommation tels que TVA direct (+378 millions), TVA indirect (+88 millions FDJ) et TIC (+85 millions FDJ) alors que les postes de surtaxes ont tous baissé excepté les taxes sur le Khat et le produit pétroliers qui ont dégagé de recettes supplémentaires de 80 millions FDJ. Les recettes fiscales ont enregistré un taux de réalisation de 88%.

Pour les impôts directs, hormis les patentes et licences (+203 millions FDJ) et les impôts et taxes sur salaires (+532 millions FDJ), les autres postes de recettes ont enregistré des baisses notamment les impôts sur les sociétés (-324 millions FDJ), les antérieurs (-383 millions FDJ), les taxes sur les billets d'avions (-210 millions FDJ) et l'impôt foncier (-227 millions FDJ).

Les recettes non fiscales ont baissé de 48% à 9,92 milliards FDJ contre 18,95 milliards FDJ à fin juin 2022 en raison de la diminution des valeurs mobilières (-4,16 milliards FDJ) et de contribution des bases militaires étrangères (-7,48 milliards FDJ). Les ventes de terrains ont par contre atténué le gap avec une recette supplémentaire de 2,46 milliards FDJ.

Le taux de réalisation des recettes non fiscales s'est situé à 52%.

Quant aux dons, ils ont augmenté de 75% et passent de 1,74 milliard à 3,05 milliards FDJ durant la période sous revue.

Les dépenses totales qui affichent un taux d'exécution de 105,3%, ont pour leur part augmenté en glissement annuel de 19% à 69,63 milliards FDJ en raison de l'augmentation des dépenses courantes (+9%) et des dépenses d'investissements (+71%). Par rapport aux projections de la LFI sur ces 6 mois, l'évolution est de 5% tirée par l'augmentation des dépenses courantes (+13%) plutôt que les dépenses d'investissements qui diminuent de 15%.

Pour les dépenses courantes qui ont progressé sur un an de 4,25 milliards FDJ à 53,66 milliards FDJ, l'augmentation résulte principalement des dépenses matérielles (+1,49 milliard FDJ), des transferts (+1,2 milliard FDJ) et des charges d'intérêts sur emprunts extérieurs (+982 millions FDJ).

L'exécution des dépenses courantes est marquée par un taux de réalisation de 113,2%.

Les dépenses d'investissements avec un taux de réalisation de 85,3%, se sont accrues de 71% (+6,63 milliards FDJ) à 15,97 milliards FDJ en glissement annuel, consécutivement à la hausse des dépenses d'investissements financées sur ressources intérieures (+208%, +7,98 milliards FDJ). Par contre, les dépenses financées sur ressources extérieures se sont réduites de 25% (-1,35 milliard FDJ).

Ces évolutions des recettes et des dépenses se sont traduites par un solde budgétaire base ordonnancement qui a affiché un déficit de 19,83 milliards FDJ à fin juin 2023 contre 1,49 milliard FDJ à fin juin 2022, soit une détérioration de 18,35 milliards FDJ.

**Tableau 2 : Evolution des grands postes de finances publiques (en milliards FDJ) sur 12 mois (juin 2023 versus juin 2022)**

Recettes et dons (49,80 ; -13%)			Dépenses totales (69,63 ; +19%)		Déficit budgétaire (Base ord.)	
Recettes intérieures (46,75 ; -16%)			Dons	Courantes		Investissements
Impôts directs	Impôts Indirects	Recettes non fiscales				
-3%	+4%	-48%	+75%	+9%	+71%	+1234%

Source : Direction du Budget

### 3. Dettes extérieures directes : hausse des services de la dette

Le service de la dette mandaté à fin juin 2023 s'élève à 8,24 milliards FDJ en hausse de 17% par rapport à son niveau d'il y a un an. Cette échéance se compose de 4,89 milliards FDJ en principal et 3,34 milliards FDJ en intérêts.

Sur ce montant, l'Etat a réglé 1,19 milliard de FDJ soit 14,4% de dettes totales mandatées. Hors emprunt chinois sur les deux projets chemin de fer et adduction d'eau et de la dette indienne, le taux de paiement du service de la dette mandaté se situe à 41%.

**Tableau 3 : Service de la dette payé au 30 juin 2023**

	Service de la Dette mandatée (1)	Paiement sur mandatement (2)	Paiement sur arriérés (3)	Total paiements à fin juin 2023 (2) +(3)	Taux de paiement de la dette mandatée à fin juin 2023 (2) / (1)	Taux de paiement de la dette mandatée à fin juin 2023 sans EXIM BANK Chine et Inde
Montants en milliards FD	8,24	1,18	0,302	1,48	14,4%	41%

Source : DDP/MB

Le stock d'arriérés de la dette extérieure directe a bondi de 106% sur un an et atteint 37,8 milliards FDJ (5% du PIB) à fin juin 2023 contre 18,39 milliards FDJ à la même période de l'année 2022. Le doublement de l'encours est dû principalement aux arriérés de l'Eximbank Chine qui représentent 76% du total et qui ont progressé de 108%.

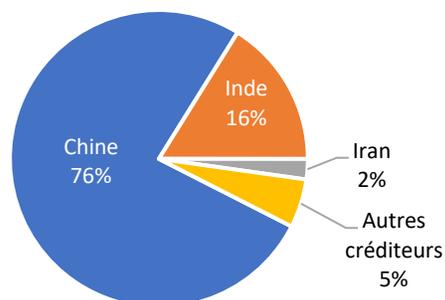
Les principaux autres créiteurs de ces échéances non réglées sont : EXIM BANK INDE (16%) et IRAN (2%).

**Tableau 4 : stock des arriérés au 30 juin 2023 par créiteurs**

	Milliards FDJ
Chine	28,867
Inde	6,101
Iran	0,837
Autres créiteurs	1,995
<b>Total</b>	<b>37,80</b>

Source : DDP/MB

**Graphique 7: Part du stock des arriérés par créiteurs**

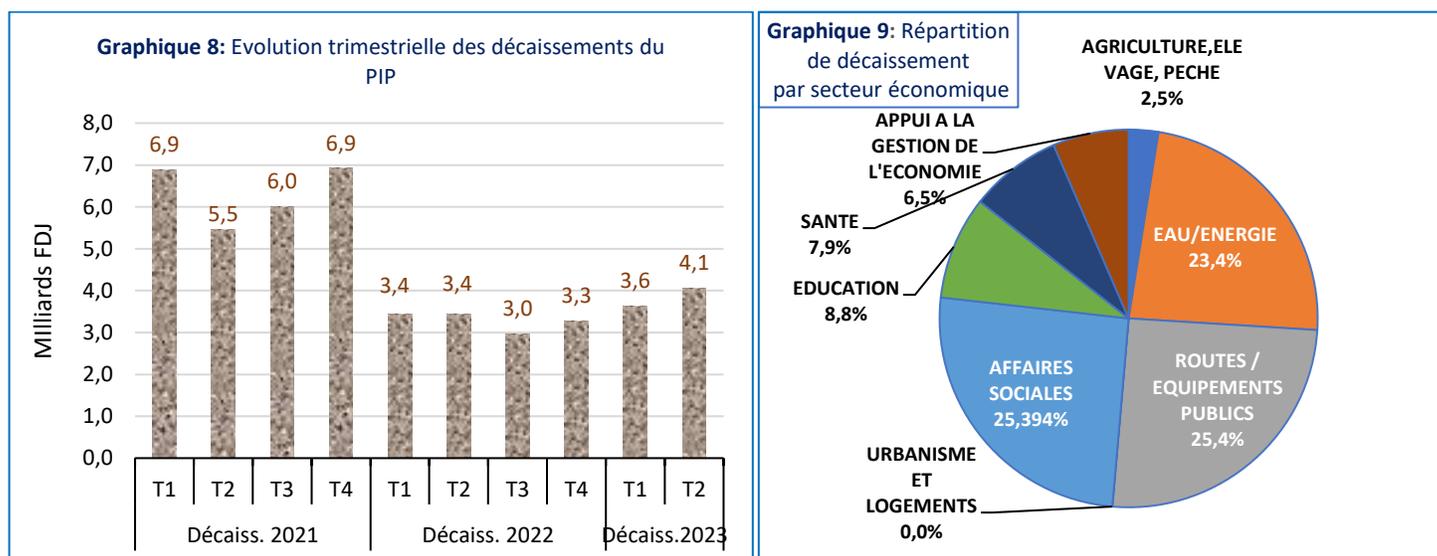


#### 4. Investissements publics : hausse des décaissements des projets

Le volume de décaissements des investissements publics a enregistré au deuxième trimestre de 2023 une progression de 12% sur base trimestrielle à 4,06 milliards FDJ après le 11% de hausse déjà observé au premier trimestre. En glissement annuel, le rythme de croissance du niveau de décaissement s'est amélioré de 13 points en passant de 5,5% au premier trimestre 2023 à 18,4% au deuxième trimestre 2023.

En termes d'absorption, trois secteurs ont bénéficié des ¾ du décaissement total à savoir les secteurs des affaires sociales (25%), des Equipements et des Routes (25%) et de l'eau et Energie (23,4%).

Les secteurs de l'éducation et de la Santé ont respectivement bénéficié de 359 millions FDJ et 321 millions FDJ pour des programmes ayant trait au développement du capital humain et le renforcement du système éducatif. Le secteur de l'appui à la gestion de l'économie qui englobe les projets de renforcement de la gouvernance a représenté 6,5% du total de décaissement pour ce trimestre soit 264 millions FDJ.

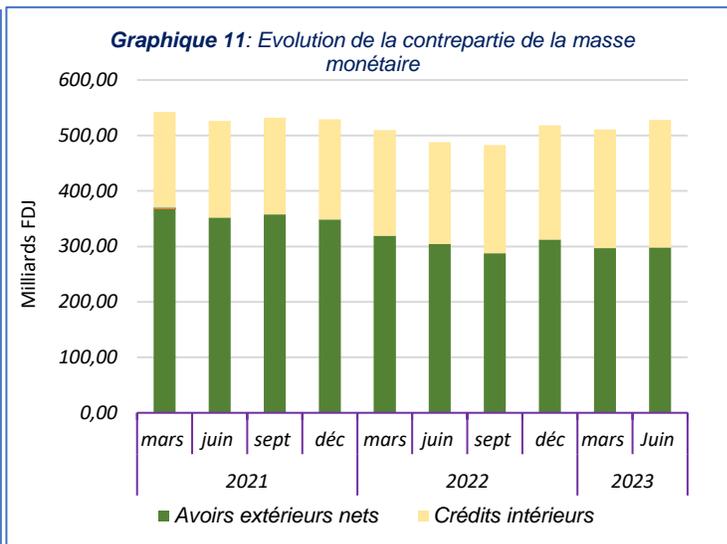
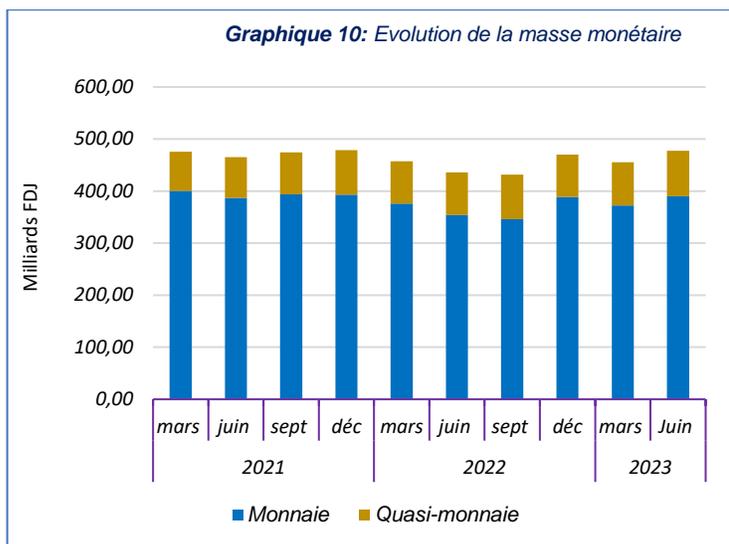


#### 5. Situation monétaire : augmentation conjointe de la masse monétaire et des crédits intérieurs

La masse monétaire s'est établie à 477,53 milliards FDJ à fin juin 2023 contre 435,88 milliards FDJ de juin 2022 soit une hausse de 9,6% et 4,8% sur un an et trois mois respectivement.

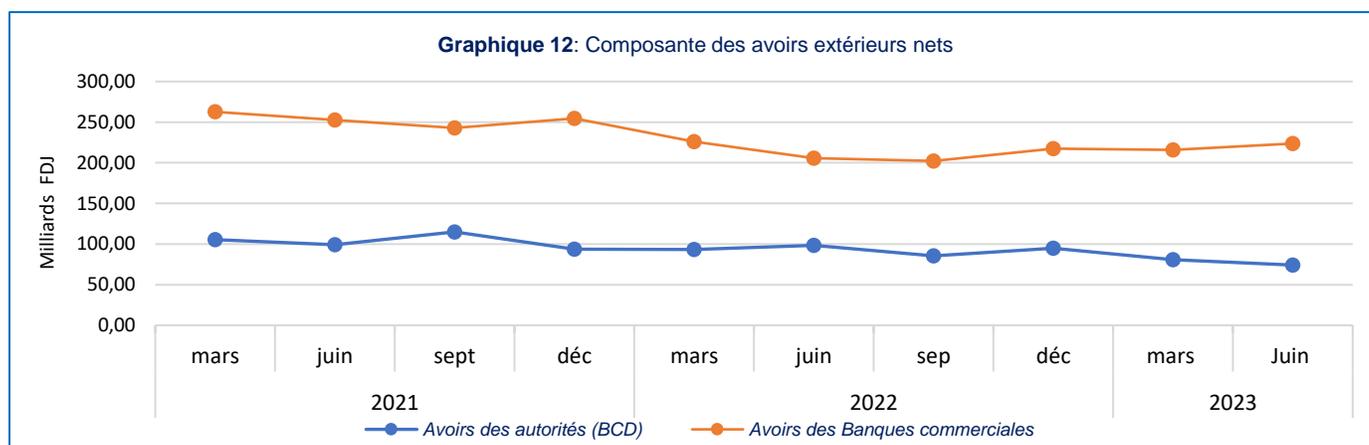
Cette évolution est tirée aussi bien par la hausse de la monnaie fiduciaire que la quasi monnaie qui se sont accrus respectivement de 10,2% et 6,9% en g.a et de 4,7% et 5,2% sur 3 mois.

S'agissant de la contrepartie de la masse monétaire, les avoirs extérieurs qui totalisent 297,88 milliards FDJ, sont ressortis quasiment stable (+0,4%) sur 3 mois mais se sont repliés de 2,4% en glissement annuel. Par contre, les crédits intérieurs ont progressé de 25% sur un an à 229,98 milliards FDJ et correspond à une augmentation de 7,5% par rapport au premier trimestre 2023.

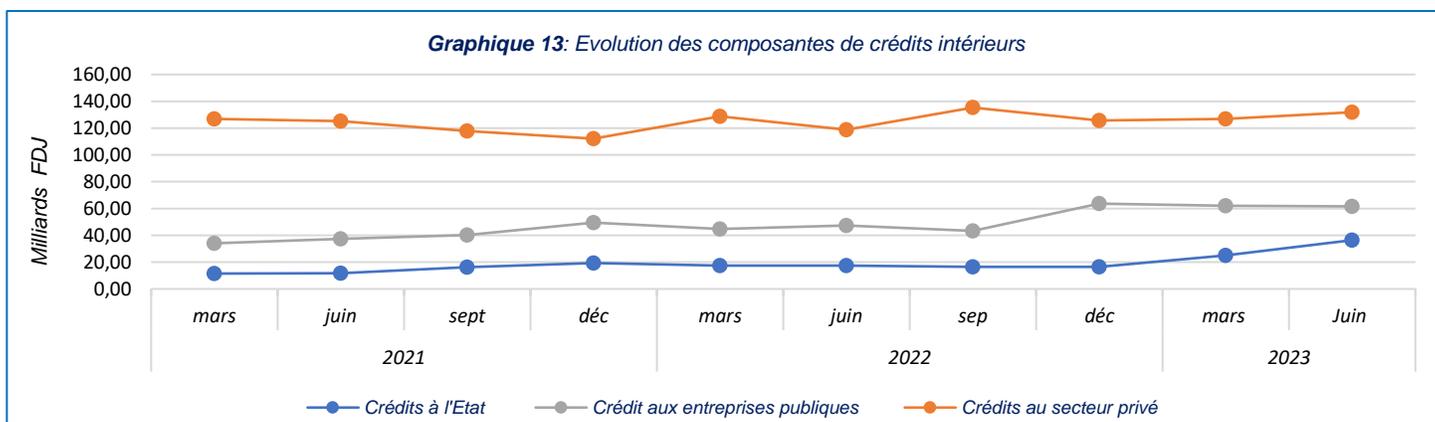


Source : département statistiques monétaires, BCD

S'agissant des avoirs extérieurs nets, les avoirs des autorités se sont établies à 74,14 milliards FDJ en diminution de 8% et 25% respectivement sur 3 mois et 1 an. Alors que les avoirs des banques commerciales ont progressé de 4% et 9% sur les mêmes périodes à 223,73 milliards FDJ.



L'augmentation des crédits intérieurs en glissement annuel (+25%) résulte de l'accroissement des crédits accordés à l'Etat (+108%), aux entreprises publiques (+30,3%) et le crédit au secteur privé (+11,1%). Par rapport au premier trimestre 2023, les crédits intérieurs sont en progression de 7,5%, tirés par les crédits à l'Etat (+45,3%) qui se sont établis à 36,4 milliards FDJ contre 25,06 milliards FDJ à fin mars 2023. Les crédits aux entreprises publiques stagnent à 62 milliards FDJ alors que ceux accordés au secteur privé augmentent de 4% à 131,87 milliards FDJ.





Direction de l'Economie et du Plan (DEP)  
Immeuble Sarian, BP : 2535  
Tél : +253 21352801/21351559  
Site web : <https://direction-economie.gouv.dj>  
Mail : [dep@economie.gouv.dj](mailto:dep@economie.gouv.dj)